

EMBARGO
18 décembre 2012
11h, heure de New York

Situation et perspectives de l'économie mondiale 2013

ONU: L'économie mondiale est en grand danger de connaître une nouvelle récession, selon l'ONU

Des politiques différentes sont nécessaires pour remédier à la crise persistante de l'emploi

New York, le 18 décembre 2012: La croissance de l'économie mondiale s'est considérablement ralentie au cours de l'année 2012, et elle devrait rester anémique au cours des deux prochaines années, selon le dernier rapport [Situation et perspectives de l'économie mondiale en 2013](#), qui paraît aujourd'hui. L'économie mondiale devrait connaître une croissance de 2,4 pour cent en 2013 et de 3,2 pour cent en 2014, ce qui représente une baisse importante par rapport aux prévisions de l'ONU d'il y a six mois.

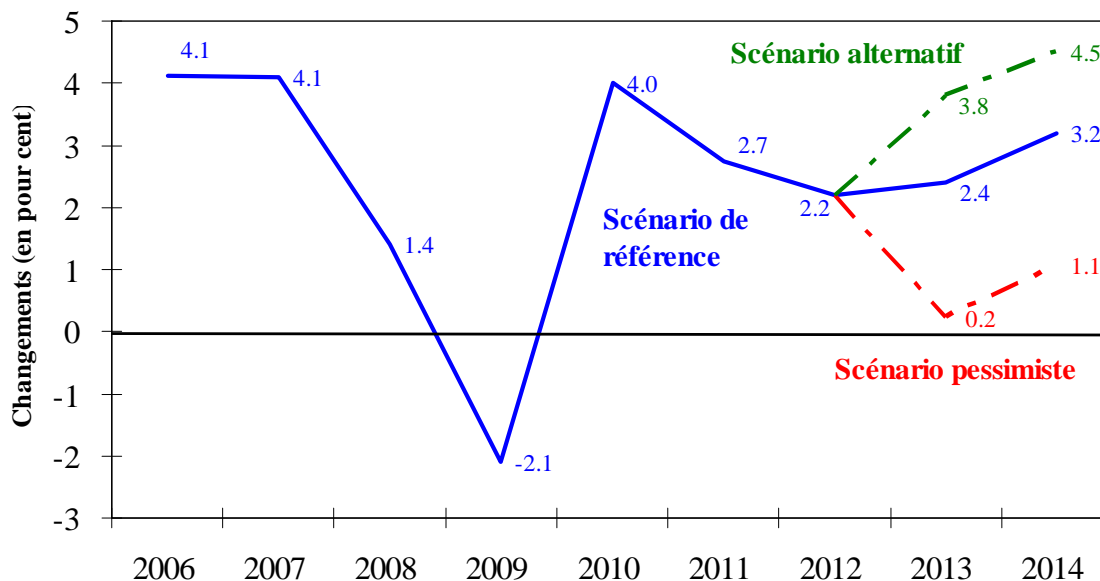
Ce type de croissance ne suffira manifestement pas à surmonter la crise de l'emploi que tant de pays traversent encore. Si l'on tient compte des politiques actuelles et des tendances de croissance, il faudra sans doute au moins cinq ans avant que l'Europe et les États-Unis ne compensent les pertes d'emplois causées par la Grande Récession de 2008-2009.

Les faiblesses des principales économies développées sont à l'origine du ralentissement de l'activité économique mondiale. Le rapport montre que la plupart d'entre elles, en particulier en Europe, sont prises dans un cercle vicieux, où l'austérité budgétaire affaiblit une croissance déjà trop lente, renforçant ainsi le chômage élevé, la fragilité du secteur financier fragile et les risques liés à la dette souveraine. Plusieurs économies européennes sont déjà en récession, de même que l'ensemble de la zone euro, où le chômage a encore augmenté pour atteindre le chiffre record de près de 12 pour cent cette année. En outre, l'économie américaine a nettement ralenti au cours de l'année 2012 et sa croissance ne devrait pas dépasser un faible 1,7 pour cent en 2013. Le Japon, lui, connaît toujours des conditions déflationnistes.

Les difficultés économiques de l'Europe, du Japon et des États-Unis ont des répercussions sur les pays en développement, à travers une demande plus faible pour leurs exportations et une volatilité accrue des flux de capitaux et des prix des matières premières. De plus, les grandes économies en développement ont également des problèmes internes, car certaines (dont la Chine) font face à un net affaiblissement des investissements, en raison des difficultés financières de certains secteurs et des capacités de production excédentaires de certains autres. La plupart des pays à bas revenu s'en sortent relativement bien pour le moment, mais ils vont avoir à souffrir des retombées négatives du ralentissement économique tant dans les pays développés que dans ceux à revenu moyen.

Les perspectives pour les deux prochaines années restent médiocres, car empreintes d'incertitudes majeures et de risques baissiers. Rob Vos, chef d'équipe du rapport, nous prévient en ces termes : « Une détérioration de la crise de l'euro, le « falaise budgétaire » aux États-Unis et un atterrissage brutal de la croissance en Chine pourraient entraîner une nouvelle récession mondiale. Chacun de ces risques pourrait à lui seul provoquer des pertes économiques se montant entre 1 à 3 pour cent de la production mondiale. »

Croissance du produit mondial brut, 2006-2014



De nouvelles politiques sont nécessaires

Toujours selon le rapport de l'ONU, les politiques actuelles ne suffisent pas à stimuler la reprise économique et à résorber la crise de l'emploi. Même si des efforts importants ont été consentis pour remédier à l'asphyxie par endettement des États, surtout dans la zone euro, les mesures d'austérité budgétaire combinées à des politiques monétaires expansionnistes n'ont eu que des résultats mitigés pour calmer les marchés financiers et ont été encore moins efficaces pour relancer la croissance économique et la création d'emplois.

Il est essentiel de redresser la barre en matière de politique budgétaire, selon le rapport de l'ONU, et de se focaliser non plus sur une consolidation à court terme mais sur une croissance économique robuste avec une viabilité budgétaire à moyen et long terme. Il s'agit d'éviter toute austérité budgétaire prématurée, et si nécessaire qu'il soit, l'assainissement des finances publiques devrait se faire à travers des ajustements à moyen plutôt qu'à court terme.

Le rapport insiste sur la nécessité de coordonner la réorientation des politiques budgétaires au niveau international afin de les ajuster aussi bien que possible avec des politiques structurelles qui encouragent la création directe d'emplois et la croissance verte. Il recommande également une meilleure coordination internationale des politiques monétaires et une réforme accélérée de la réglementation des secteurs financiers, afin d'endiguer la volatilité des taux de change et des mouvements de capitaux, car ceux-ci plombent les perspectives économiques des pays en

développement. Il est tout aussi nécessaire de garantir une aide au développement suffisante pour aider les nations les plus pauvres à progresser plus rapidement dans la réalisation de leurs objectifs de réduction de la pauvreté et à investir dans le développement durable.

Constatant que l'aide au développement est en baisse, le rapport de l'ONU note que non seulement l'austérité budgétaire pratiquée par les pays donateurs nuit à leur propre reprise économique, mais qu'elle ne devrait en aucun cas se faire au détriment des tentatives de développement des nations les plus pauvres.

Europe

Plusieurs économies européennes sont déjà en récession. En Allemagne, la croissance s'est nettement ralentie, et l'économie française stagne. Les autorités de la zone euro ont pris un certain nombre d'initiatives en 2012, dont le nouveau programme de rachats d'obligations souveraines sur le marché secondaire (aussi appelé programme de transactions monétaires au comptant, traduit de l'anglais Outright Monetary Transactions (OMT)) et des mesures en faveur d'une plus grande intégration fiscale ou d'une surveillance et d'une réglementation coordonnées des marchés financiers. Mais il n'y a pas eu d'initiative importante pour relancer la croissance à court terme ou venir à bout d'une crise de l'emploi qui s'aggrave au fil du temps.

Le scénario de référence des Nations Unies prévoit que la croissance de l'économie en zone euro ne dépasse pas 0,3 pour cent en 2013 et 1,4 pour cent en 2014, ce qui représente une faible reprise par rapport à la baisse de 0,5 pour cent annoncée en 2012. Étant donné la dynamique du cercle vicieux décrit plus haut, le risque d'un scénario bien plus pessimiste reste élevé et pourrait se réaliser comme conséquence de coupes budgétaires plus importantes que prévues ou en raison d'une mise en œuvre tardive du programme OMT.

Le taux de chômage a continué de grimper en 2012, pour atteindre un chiffre record en zone euro, où il a pris plus d'un point de pourcentage en douze mois. Les pays les plus touchés sont l'Espagne et la Grèce, où plus d'un quart de la population active est sans emploi, et plus de la moitié des jeunes est au chômage. Dans la zone euro, seules quelques économies comme l'Autriche, l'Allemagne, le Luxembourg et les Pays-Bas ont des taux de chômage peu élevés tournant aux environs de 5 pour cent. En Europe centrale et de l'Est, les taux de chômage ont légèrement augmenté en 2012, à cause de l'austérité budgétaire et du ralentissement économique de la zone euro.

Etats-Unis

L'économie américaine a nettement fléchi en 2012 et les perspectives de croissance pour 2013 et 2014 restent moroses. Par contre, le secteur immobilier, qui était en difficulté, montre les premiers signes d'une reprise, et on peut s'attendre à un appui supplémentaire provenant du nouveau cycle d'assouplissement quantitatif lancé récemment par la Réserve fédérale.

Le taux de chômage est resté au-dessus de la barre de 8 pour cent pendant la majorité de l'année, mais il est retombé juste en dessous depuis le mois de septembre. Le taux d'activité est à son plus bas niveau cependant, alors que la part du chômage de longue durée a atteint les niveaux historiques de 40,6 pour cent (plus de six mois) et 31,4 pour cent (plus d'un an).

Selon le rapport, des incertitudes persistantes au sujet des politiques budgétaires freinent toujours les investissements privés. La demande extérieure devrait également rester faible. Selon les prévisions

de base, la croissance du produit intérieur brut (PIB) américain devrait faiblir encore et passer de 2,1 pour cent en 2012 à 1,7 pour cent en 2013. Un scénario bien plus sombre reste hautement possible avec la « falaise budgétaire », qui occasionnerait une chute de la demande globale de près de 4 pour cent du PIB en 2013 et 2014, suivis d'effets négatifs pour d'autres régions, y compris une possible intensification de la crise en zone euro, un atterrissage brutal de l'économie chinoise et un affaiblissement accru des autres grandes économies en développement.

Japon

Le PIB du Japon devrait augmenter de 0,6 pour cent en 2013 et de 0,8 pour cent en 2014, contre 1,5 pour cent en 2012. La croissance économique du Japon a été plus forte en 2012 qu'au cours de l'année précédente, grâce surtout aux travaux de reconstruction après les catastrophes liées au séisme de 2011. Le gouvernement japonais a également pris des mesures pour stimuler la consommation privée. Les exportations ont dû lutter contre des vents contraires avec le ralentissement de la demande mondiale et l'appréciation du yen.

D'après le rapport, l'économie japonaise devrait fléchir suite à la suppression des mesures d'incitation à la consommation privée et à une nouvelle mesure induisant une augmentation des taxes à la consommation et une réduction des pensions de retraite et des dépenses gouvernementales.

Asie en développement

Les économies en développement de l'Asie se sont considérablement affaiblies en 2012, constate le rapport, car les moteurs régionaux de la croissance que sont la Chine et l'Inde ont baissé de régime. Même si ce ralentissement s'explique en grande partie par une baisse des exportations, ces deux économies sont aussi confrontées à une série de problèmes structurels qui entravent leur croissance. Face à des pressions inflationnistes persistantes et des déficits budgétaires importants, les politiques de relance en Inde et dans d'autres pays d'Asie du Sud n'ont qu'une portée limitée. Par contraste, la Chine et beaucoup d'économies d'Asie de l'Est ont bien plus de latitude pour mettre en œuvre des politiques anticycliques. Selon les prévisions, la croissance moyenne de l'Asie de l'Est devrait augmenter légèrement pour passer de 5,8 pour cent en 2012 à 6,2 pour cent en 2013. La croissance du PIB en Asie du Sud devrait être de 5 pour cent en moyenne en 2013, contre 4,4 pour cent en 2012, suite à une relance modérée de l'économie indienne.

Afrique

Les économies africaines devraient voir fléchir l'expansion de la production qui devrait passer de 5 pour cent en 2012 à 4,8 pour cent en 2013, d'après le rapport. Cette croissance continue s'explique essentiellement par les bonnes performances des pays exportateurs de pétrole, les dépenses budgétaires consacrées aux projets d'infrastructure et les liens commerciaux toujours plus nombreux avec les économies asiatiques. Cela dit, l'Afrique reste confrontée à de nombreux défis, comme les conflits armés qui sévissent dans différents pays du continent. La croissance du revenu par habitant devrait se poursuivre, mais à une allure jugée insuffisante pour accélérer la réduction de la pauvreté.

Asie de l'Ouest

L'Asie de l'Ouest offre un tableau contrasté, d'après le rapport de l'ONU. La plupart des pays exportateurs de pétrole ont connu une croissance robuste, soutenue par des recettes pétrolières record et par les dépenses gouvernementales. Des troubles sociaux et une forte instabilité politique, en particulier en République arabe syrienne, continuent de faire peser un risque diffus toute la

région. En moyenne, la croissance du PIB régional devrait baisser pour atteindre 3,3 pour cent en 2012 et 2013, alors qu'elle était de 6,7 pour cent en 2011.

Amérique latine et les Caraïbes

D'après le rapport de l'ONU, la croissance du PIB en Amérique latine et dans les Caraïbes a connu une forte baisse en 2012, étant donné l'affaiblissement de la demande étrangère et la baisse des prix des matières premières non alimentaires qu'exporte la région. Selon les prévisions, mis à part le risque d'un ralentissement accru, le scénario de référence prévoit un retour à des taux de croissance modérés au vu d'une amélioration probable des conditions économiques au Brésil. Pour l'ensemble de la région, la croissance du PIB devrait augmenter de 3,2 pour cent en 2012 à 3,9 pour cent en 2013.

Fédération russe et Communauté des États indépendants

En 2012, la croissance économique a été robuste en Fédération russe et dans les autres pays de la Communauté des États indépendants (CEI), même si elle a ralenti au cours du deuxième semestre. Les prix des matières premières, en particulier pour le pétrole et le gaz naturel, se sont maintenus, soutenant la croissance dans les économies exportatrices d'énergie, comme la Fédération russe et le Kazakhstan. Selon les prévisions, le PIB de la CEI devrait augmenter de 3,8 pour cent en 2013, tout comme en 2012.

Croissance de la production mondiale, 2006 – 2014
(Changements annuels, en pourcentage)

	2006- 2009 ^a	2010	2011 ^b	2012 ^c	2013 ^c	2014 ^c	Changements par rapport aux prévisions de juin 2012	
							2012	2013
Monde	1.1	4.0	2.7	2.2	2.4	3.2	-0.3	-0.7
Economies développées	-0.4	2.6	1.4	1.1	1.1	2.0	-0.1	-0.7
États-Unis d'Amérique	-0.5	2.4	1.8	2.1	1.7	2.7	0.0	-0.6
Japon	-1.5	4.5	-0.7	1.5	0.6	0.8	-0.2	-1.5
Union européenne	-0.3	2.1	1.5	-0.3	0.6	1.7	-0.3	-0.6
UE-15	-0.5	2.1	1.4	-0.4	0.5	1.6	-0.3	-0.6
Nouveaux membres de l'UE	2.1	2.3	3.1	1.2	2.0	2.9	-0.5	-0.8
Zone euro	-0.4	2.1	1.5	-0.5	0.3	1.4	-0.2	-0.6
Autres pays européens	0.9	1.9	1.7	1.7	1.5	1.9	0.6	0.2
Autres pays développés	1.2	2.8	2.4	2.3	2.0	3.0	0.0	-0.6
Economies en transition	2.2	4.4	4.5	3.4	3.6	4.2	-0.6	-0.6
Europe du Sud-Est	1.6	0.3	1.1	-0.6	1.2	2.6	-1.2	-0.6
Communauté des Etats indépendants et Géorgie	2.2	4.8	4.8	3.8	3.8	4.4	-0.5	-0.6
Fédération russe	1.7	4.3	4.3	3.7	3.6	4.2	-0.7	-0.8
Economies en développement	5.2	7.7	5.7	4.7	5.1	5.6	-0.6	-0.7
Afrique	4.7	4.7	1.1	5.0	4.8	5.1	0.8	0.0
Afrique du Nord	4.2	4.1	-6.0	7.5	4.4	4.9	3.1	0.0
Afrique subsaharienne	5.0	5.0	4.5	3.9	5.0	5.2	-0.2	0.0
Nigeria	6.6	7.8	7.4	6.4	6.8	7.2	0.1	0.0
Afrique du Sud	2.5	2.9	3.1	2.5	3.1	3.8	-0.3	-0.4
Autres	6.3	5.5	4.4	3.9	5.5	5.3	-0.3	0.1
Asie du Sud et de l'Est	7.1	9.0	6.8	5.5	6.0	6.3	-0.8	-0.8
Asie de l'Est	7.2	9.2	7.1	5.8	6.2	6.5	-0.7	-0.7
Chine	11.0	10.3	9.2	7.7	7.9	8.0	-0.6	-0.6
Asie du Sud	6.4	8.3	5.8	4.4	5.0	5.7	-1.2	-1.1
Inde	7.3	9.6	6.9	5.5	6.1	6.5	-1.2	-1.1
Asie de l'Ouest	2.3	6.7	6.7	3.3	3.3	4.1	-0.7	-1.1
Amérique latine et Caraïbes	2.5	6.0	4.3	3.2	3.9	4.4	-0.5	-0.3
Amérique du Sud	3.9	6.5	4.5	2.9	4.0	4.4	-0.9	-0.4
Brésil	3.6	7.5	2.7	1.7	4.0	4.4	-1.6	-0.5
Mexique et Amérique centrale	-0.1	5.4	4.0	4.0	3.9	4.6	0.6	0.0
Mexique	-0.6	5.5	3.9	3.9	3.8	4.6	0.5	-0.1
Caraïbes	3.6	3.5	2.7	2.9	3.7	3.8	-0.4	-0.3

	2006-2009 ^a	2010	2011 ^b	2012 ^c	2013 ^c	2014 ^c	Changements par rapport aux prévisions de juin 2012	
							2012	2013
<i>Par niveau de développement</i>								
Pays à revenu élevé	-0.2	2.9	1.6	1.3	1.3	2.2		
Pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure)	5.3	7.4	5.8	5.1	5.4	5.8		
Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)	5.8	7.4	5.6	4.4	5.5	6.0		
Pays à faible revenu	5.9	6.6	6.0	5.7	5.9	5.9		
Pays les moins avancés	7.2	5.8	3.7	3.7	5.7	5.5	-0.4	0.0
<i>Postes pour mémoire :</i>								
Commerce mondial ^e	-0.3	12.4	6.3	3.1	4.0	5.2	-1.0	-1.5
Croissance de la production mondiale pondérée par les PPA	2.3	5.0	3.7	3.0	3.3	4.0	-0.4	-0.7

Source: ONU/DAES

a Changements moyens (en pourcentage)

b Estimations actuelles ou les plus récentes

c Prévisions s'appuyant en partie sur le projet LINK, et projections de base du modèle de prévisions économiques mondiales du DAES-ONU

d Voir Nations Unies, Situations et perspectives de l'économie mondiale à la mi-juin 2012 (E/2012/72).

e Comprend les biens et services

Situation et perspectives de l'économie mondiale est publié en début d'année par le Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et les cinq commissions régionales des Nations Unies.

Sur le web : <http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/index.shtml>

Pour des interviews ou des informations supplémentaires, contacter Newton Kanhema, tél. : 1-212-963-5602, e-mail : kanhema@un.org, Département de l'information des Nations Unies

Publié par le Département de l'information des Nations Unies